

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

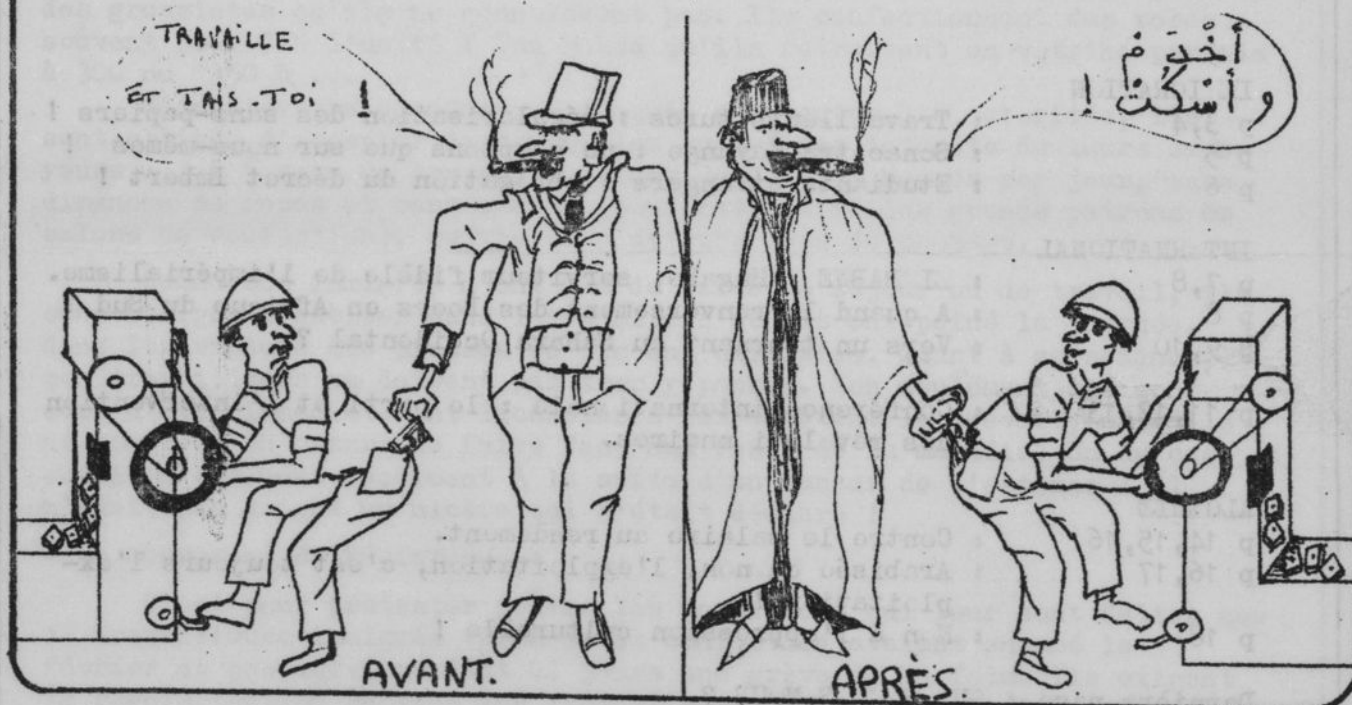
. 2 F.

N° 40

1er avril - 1er mai 1980

Algérie :

ARABISÉE OU NON, L'EXPLOITATION C'EST TOUJOURS L'EXPLOITATION !



- Travailleurs turcs :

REGULARISATION DES SANS-PAPIERS !

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie quotidienne : 5 rue du Felibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A : T.I.L. 29 rue Descartes 75005. PARIS. (Ne spécifier que T.I.L.)	CONDITIONS D'ABONNEMENT : - 48 fr l'année, <u>en timbres poste</u>, (24 fr de mensuel + 24 fr de frais d'envoi). - Pour l'étranger, écris-nous. NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.
--	--

SOMMAIRE

IMMIGRATION

- p 3,4 : Travailleurs tures : régularisation des sans-papiers !
 p 5 : Sonacotra-Hayange : ne comptons que sur nous-mêmes !
 p 6 : Etudiants étrangers : abrogation du décret Imbert !

INTERNATIONAL

- p 7,8 : ZIMBABWE : Mugabe, serviteur fidèle de l'impérialisme.
 p 8 : A quand le renversement des Boers en Afrique du Sud ?
 p 9,10 : Vers un tournant au Sahara Occidental ?
 p 11,12,13 : Conférence internationale : le parti et l'intervention
des révolutionnaires.

ALGERIE

- p 14,15,16 : Contre le salaire au rendement.
 p 16,17 : Arabisée ou non, l'exploitation, c'est toujours l'ex-
ploitation !
 p 18 : Non à l'oppression culturelle !

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

Travailleurs turcs :

Régularisation des sans-papiers !

A Paris, dans le quartier du Sentier, à la Bastille, à République ainsi qu'en banlieue travaillent environ 50 000 immigrés d'origine turque. Ce sont les clandestins de la confection. Ils sont venus de leur pays attirés par l'image qu'on y donne de la France. Souvent ils ont dû payer jusqu'à 5000 F aux "passeurs" qui leur remettent des contrats de travail de six mois, afin qu'ils puissent résider légalement en France. Une fois arrivés, les patrons qui les ont embauchés ne renouvellent généralement pas ces contrats. Ils deviennent clandestins à la merci des flics et des patrons esclavagistes. Il y a aussi ceux qui sont venus d'Allemagne après l'expulsion massive en 1973 de 500 000 travailleurs immigrés turcs.

Tous ces ouvriers travaillent dans des ateliers clandestins pour des grossistes qu'ils ne connaissent pas. Ils confectionnent des robes souvent pour 7 F l'unité ! Ces robes qu'ils retrouvent en vitrine parfois à 300 ou 350 F ...

Main d'oeuvre clandestine traquée par toutes les autorités, ils sont obligés d'accepter de travailler au gré des intérêts de leurs employeurs : 3 à 5 mois de travail à raison de 12 à 15 heures par jour, sans dimanche de repos et sans congés (pour satisfaire les grands patrons des salons de confection), suivis de plusieurs mois de chômage.

Comme ces immigrés n'ont pas de carte de séjour ou de travail, ils sont obligés d'habiter dans les ateliers où ils ont peiné la journée, dans les vapeurs des presses qu'ils ont utilisées. Quant à se soigner, ces travailleurs ne doivent pas trop y penser. Non seulement ils sont sûrs d'être immédiatement licenciés s'ils arrêtent le travail, mais ils ne sont pas en mesure de faire face aux frais de la maladie. Un de ces ouvriers est mort récemment à la suite d'un cancer de l'estomac : il n'avait pas soigné un ulcère qui s'était déclaré !

- Un mouvement de résistance :

C'est pour protester contre les conditions qui leur sont faites que 17 travailleurs immigrés turcs de la confection avaient entamé le 11 février et poursuivi pendant 24 jours une grève de la faim. Ils exigent la régularisation de tous les travailleurs clandestins de la confection. Une relative solidarité s'est rapidement développée, et plus de 600 personnes leur ont rendu visite chaque jour : des immigrés clandestins, des familles entières, etc. Les travailleurs turcs se sont rassemblés à près

.../....

de 2000 à la manifestation du 20 février, et à 3000 environ le 3 mars. A Clermont-Ferrand, 11 personnes ont aussi entamé une grève de la faim qui se poursuit depuis le 5 mars. 2 manifestations, dont une le 12 mars, ont rassemblé environ 1000 personnes. Ces manifestations, ainsi que le débrayage suivi à 80 % dans les ateliers du Sentier, il y a quelques semaines, témoignent de la volonté des travailleurs turcs clandestins de ne pas continuer à subir plus longtemps leur oppression.

- L'Etat n'a pas cédé sur l'essentiel : continuons la lutte !

Quels ont été les résultats de ces luttes ? Le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, Stoléru, a annoncé que l'administration acceptait de régulariser la situation des clandestins de la confection arrivés en France avant le 1er juillet 1976, alors qu'auparavant il proposait 1974, puis 1975. On pourrait donc penser qu'il a cédé beaucoup de terrain. C'est d'ailleurs sur cette illusion qu'a joué la CFDT, pour inciter les immigrés turcs à accepter de retirer un dossier pour la régularisation de leur situation. Le 22 mars, rassemblés au siège de la CFDT, ils ont en effet décidé de suspendre le boycott du bureau des régularisations.

Mais à y voir de plus près, non seulement l'Etat n'a pas cédé sur l'essentiel, mais sa proposition est même une sérieuse manoeuvre de division entre les travailleurs arrivés avant 1976 et les autres. Division qui vise à affaiblir le mouvement.

Stoléru exige la présentation d'un contrat de travail ou d'une promesse d'embauche pour la régularisation. Or il n'y a pas de doute que les chefs d'atelier n'ont aucun intérêt à déclarer leurs employés, car ils ne pourraient plus leur faire aussi facilement admettre les conditions désastreuses de leur travail actuel. Le ministre exige également un "emploi assurant des conditions d'hygiène, de logement et de rémunération digne et conforme à la réglementation en vigueur". Ce qui est bien cynique, dans la mesure où cela s'adresse à des travailleurs qui sont justement sans-papier, et que seuls des travailleurs en règle pourraient obtenir de telles conditions de travail : Stoléru ajoute que le délivrement des titres de séjour et de travail "dépendra du nombre d'emplois réguliers et stables dégagés". Des emplois réguliers et stables dans le Sentier ?! Ils sont rares, le travail des ateliers étant généralement saisonnier. Sans parler du chômage actuel. Stoléru ne considère même pas le cas des chômeurs sans-papiers.

En fait, la volonté du gouvernement est de briser le faible mouvement qui s'est développé en faisant en apparence des concessions, en ouvrant un bureau et en opérant quelques régularisations par-ci par-là, à moindre frais. Mais le scandale de l'exploitation des clandestins de la confection demeure.

C'est pourquoi les travailleurs immigrés "sans-papiers" et les autres, ainsi que les travailleurs français doivent appuyer et continuer cette lutte :

- Pour la régularisation des 400 000 travailleurs immigrés sans papiers !
- Contre le contrôle de l'immigration !

Hayange - Sonacotra

Ne comptons que sur nous-mêmes !

La mobilisation au foyer de Hayange a connu bien des remous. Après la décision d'expulsion des résidents, prise par le tribunal et les divers démêlés du juge Bidalou avec le parquet de la région, les grévistes avaient fait appel à l'avocat bien connu Vergès, - qui avait pris la défense des porteurs de valises lors de la guerre d'Algérie en France -.

Ce dernier et le juge Bidalou avaient proposé de porter la question devant le parlement européen de Strasbourg. Soutenue par une manifestation des travailleurs immigrés de Hayange et d'autres villes, une délégation s'est rendue à Strasbourg devant le siège du Parlement européen.

Les travailleurs ont pu prendre la parole devant les députés, mais il n'est rien sorti de concret de cette initiative, qui avait pour but "d'utiliser les contradictions existantes entre les différentes institutions bourgeoises".

Dans la mesure où la Sonacotra a attaqué en justice les travailleurs, ceux-ci ne doivent négliger de se défendre devant les tribunaux. Nous ne devons toutefois pas nous faire d'illusions sur les résultats d'une lutte engagée contre les patrons sur ce terrain. Les cas où les travailleurs ont obtenu gain de cause dans les tribunaux sont très rares. Ce serait plutôt le contraire qui serait la règle, et il y a à cela plusieurs raisons. Les lois sont faites par et pour les bourgeois. Les hommes qui officient dans les institutions judiciaires et administratives leur sont acquis. Les dés sont pipés à la base.

La justice bourgeoise, avec sa multitude de "chambres", de "conseils" ne défend pas également tous les membres de la société. Contrairement à ce que tous les bourgeois prétendent, la justice défend leurs intérêts.

Aussi, si l'on se réfère uniquement à l'histoire de la grève des foyers, on voit combien de fois les travailleurs ont fait les frais de la "justice". Il va sans dire que le déplacement de la lutte d'un terrain de classe à une lutte au sein des institutions bourgeoises est dû à l'isolement des travailleurs des foyers, et nous devons rendre hommage à ceux qui envers et contre tout ne baissent pas les bras devant la Sonacotra et l'Etat bourgeois.

Mais il est nécessaire de savoir que pour faire prévaloir nos intérêts, le recours à la justice bourgeoise ne doit avoir qu'une place secondaire dans notre lutte.

Etudiants étrangers :

Abrogation du décret Imbert !

Début janvier dernier, l'université d'Angers se mettait en grève contre les tentatives d'expulsion par le préfet et les directions d'UER de deux étudiants marocains (motif : manque de ressources, et échecs successifs dans leurs études). Depuis, de nombreux autres cas semblables se sont déclarés en France, et beaucoup d'universités se sont mises en grève. Aujourd'hui encore, la mobilisation n'est pas retombée, loin de là, et les campus du Mans, de Marseille, de Grenoble sont en grève illimitée. Le 26 mars, 10 000 étudiants manifestaient à Grenoble contre les décrets iniques qui se multiplient actuellement contre les étudiants étrangers.

C'est la circulaire Bonnet, en effet, et le décret d'application Imbert qui sont visés : cette circulaire fait partie, avec ses lois-soeurs Stoléro-Barre-Ornano de tout un arsenal de lois et décrets visant l'immigration, et à travers elle toute la classe ouvrière en France.

Ces décrets et circulaires racistes prévoient la diminution du nombre des étudiants étrangers en France par un fidier d'opposition, - voire même l'interdiction du premier cycle pour eux ; une déclaration obligatoire de revenus ou ressources, d'une valeur égale aux bourses délivrées par le gouvernement français ; et le non-renouvellement de la carte de séjour (c'est-à-dire l'expulsion à court terme) en cas d'échec répété (le premier cycle ne pouvant être fait qu'en trois ans au plus), ou si l'étudiant veut changer de discipline après un échec.

Ne parlons pas des diverses étapes sélectives que l'étudiant qui veut s'inscrire en 1980 doit parcourir : un examen vient d'être mis en place, destiné à tester les connaissances en français des futurs étudiants, - examen qui ne relève d'ailleurs pas de l'université (de qui relève-t-il alors ?). Cet examen tout à fait arbitraire ne concerne en plus que les Maghrébins, les Turcs, les Grecs, et les Latino-Américains. Les "bons étudiants" (Européens, Américains du Nord) en sont dispensés. Ce n'est qu'en cas de réussite à l'examen, ensuite, que les étudiants auront la "faveur" de pouvoir solliciter une demande de carte de séjour (si bien sûr il disposent de 10 000 Fr !).

Bref, la résistance inter-universités contre cet arbitraire se développe actuellement : pour l'annulation de cet examen, pour la suppression de toute sélection par l'argent ou autres avant l'entrée à la faculté, pour l'abrogation de la loi Bonnet et du décret Imbert. Mais n'oublions pas que ces lois ne sont qu'un pan de l'attaque plus générale de la bourgeoisie française contre l'immigration : tous les jours, des travailleurs immigrés sont expulsés, des résidents en grève sont refoulés de leurs foyers, des grévistes sont condamnés ou diffamés par les tribunaux.

Aussi les étudiants, pour dépasser le cadre corporatiste de leur lutte, devront soutenir le combat de la classe ouvrière contre toute menée anti-immigré de la bourgeoisie !

INTERNATIONAL

ZIMBABWE

Mugabe,

serviteur fidèle de l'impérialisme

Les élections qui viennent d'avoir lieu au Zimbabwe se sont soldées par la victoire des nationalistes noirs. Malgré les pressions, les truquages divers, les résultats du vote sont sans équivoque : les mouvements de guérillas ont obtenu une majorité écrasante.

En accordant la plus grande partie de ses suffrages à la fraction la plus "radicale" du mouvement nationaliste, le ZANU de Mugabe, la population noire a fait de ces élections la consécration de ceux qui s'étaient irréductiblement opposés - les armes à la main - à l'Etat raciste.

Cette victoire électorale de la majorité noire n'a fait que sanctionner les succès militaires des guérilleros nationalistes, et c'est Mugabe, principal dirigeant du ZANU, qui après le succès de son mouvement va diriger le premier gouvernement du Zimbabwe indépendant.

Avant son arrivée au pouvoir, Mugabe était dénoncé comme un "marxiste diabolique", refusant tout compromis. Mais dès l'annonce du résultat, celui qui est devenu le nouveau chef du gouvernement ne va pas cesser de multiplier les gestes de bonne volonté vis-à-vis de tous ses anciens adversaires, - après avoir joint sa voix à celles du chef de l'armée raciste (le général Wall), de Smith et du représentant de l'impérialisme britannique Soames, pour appeler au calme "l'ensemble" de la population -.

Aux autres dirigeants nationalistes comme N'Komo, Mugabe a promis une place dans son gouvernement. Il a proposé deux ministères, le commerce et l'industrie, à des membres du Front Rhodésien (parti ségrégationniste blanc). Aux colons blancs, il a annoncé qu'il n'était pas question de toucher à leurs terres. Au gouvernement raciste d'Afrique du Sud, il a assuré qu'il serait "un bon voisin". Il s'est engagé à maintenir ses liens commerciaux (et même sportifs) avec l'Etat raciste, et à n'apporter aucune aide aux mouvements noirs qui combattent l'apartheid. C'est en homme d'Etat "responsable" que Mugabe essaie de se présenter. Cette attitude conciliante a été louée par ses pairs, en Afrique comme ailleurs, - de Moscou à Washington.

Quelles que soient les raisons que pourrait invoquer Mugabe pour justifier sa politique "réaliste", - rapport de forces défavorable, nécessité de ne pas affaiblir l'économie du pays -, il n'en reste

.../...

pas moins qu'elle représente les intérêts d'une petite bourgeoisie noire qui a prioritairement pour objectif d'avoir son propre Etat. Pour ce faire, celle-ci est prête à pactiser sur le dos des travailleurs et de l'ensemble des masses laborieuses avec les colons blancs et le régime raciste de Prétoria.

Il est cependant possible que Mugabe se décide plus tard à nationaliser les terres des colons, voire à mettre en place le ènième régime soi-disant marxiste d'Afrique. On a déjà vu des mouvements nationalistes faire des compromis provisoires, puis revenir à une attitude dite "radicale". Quoi qu'il en soit, cela ne changera rien à la nature du parti de Mugabe et de l'Etat qu'il mettrait en place.

Même si les colons blancs étaient dépossédés de leurs biens, si la police et l'armée étaient complètement africanisées, l'appareil d'Etat ainsi instauré ne représenterait que les intérêts d'une bourgeoisie noire.

Ceci étant, il n'est pas sûr que la manoeuvre des pays impérialistes et de l'Afrique du Sud, qui ont accepté la venue de Mugabe au pouvoir pour éviter une explosion qui remettrait en cause leurs intérêts dans la région, soit couronnée de succès.

Encouragés par la défaite du régime raciste de Rhodésie, les travailleurs de la région peuvent faire irruption sur la scène politique, et malgré les compromis qui sont intervenus entre les bourgeois locaux blancs et noirs, remettre en cause l'ordre capitaliste dans la région.

A quand le renversement des Boers en Afrique du Sud ?...

Comme on pouvait s'y attendre, la défaite du régime raciste en Rhodésie n'a pas été sans conséquence en Afrique du Sud. "Il y a vingt ans, nos parents réclamaient l'abolition des "pass", ces papiers qui font de nous des étrangers dans notre propre pays. Ils ont été massacrés à Sharpeville. Il y a cinq ans, nos frères voulaient obtenir le droit à une culture africaine. 600 morts à Soweto. On ne se révoltera plus pour des bricoles. Mais pour égorger les Boers."

Ce sont là les propos d'une travailleuse habitant Soweto, (bidonville noir de la banlieue de Johannesburg). (n° 1003) (1) Ils montrent clairement que la défaite de la minorité blanche en Rhodésie est un encouragement aux masses déshéritées d'Afrique du Sud. Le mythe de l'invicibilité du régime de l'apartheid a vécu.

(1) : propos que rapporte l'hebdomadaire néo-colonialiste "Jeune Afrique" n° 1003.

Vers un tournant

au Sahara Occidental ?

C'est une défaite sanglante que le Front Polisario vient d'infliger à l'Armée royale marocaine dans la chaîne montagneuse de l'Quarkziz : plusieurs milliers de soldats marocains ont trouvé la mort dans un des plus importants affrontements de la guerre, selon les dirigeants du Front. Même si ces chiffres sont certainement exagérés, l'attitude embarrassée de Rabat ne laisse pas de doute sur l'ampleur de la défaite.

Le désastre est d'autant plus grand pour le régime de Hassan II qu'au-delà de l'échec militaire, cette défaite va porter un coup au prestige du roi et de son armée : les troupes engagées appartenaient pour partie à des corps d'élite, et c'est le souverain lui-même qui avait, semble-t-il, établi la tactique pour "nettoyer" la région...

- Vers une internationalisation accrue du conflit ?

Ce n'est donc pas un hasard si le dictateur du Maroc s'est presque aussitôt précipité chez son maître, l'impérialisme français, en rendant visite à Giscard quelques jours plus tard. Mis en échec sur le terrain, Hassan cherche le salut dans la fuite en avant et l'internationalisation encore plus poussée du conflit.

Cependant, les conflits qui durent depuis 1975-76 au Sahara Occidental, et les batailles de l'Quarkziz semblent montrer qu'une victoire strictement militaire du Maroc est impossible. Hassan espère donc néanmoins trouver un compromis qui lui permette de sauver la face. C'est ce que permettent de penser les appels récents des journaux marocains à une rencontre au sommet entre Chadli et le roi.

Il est douteux que le voyage de ce dernier chez Giscard améliore beaucoup la situation : il y a peu de probabilités pour que l'impérialisme français, qui a déjà renforcé les troupes marocaines avec une cinquantaine de "Mirages" (et des prêts de 1 à 1,2 milliards de M) s'engage trop ouvertement aux côtés de Hassan, au risque de rompre avec l'Algérie. Les contacts de plus en plus étroits entre le gouvernement mauritanien (pro-français) et les dirigeants algériens semblent montrer que l'Etat français veut jouer sur les deux plans.

Les USA, même s'ils ont incontestablement appuyé le Maroc en lui fournissant des armes anti-guérillas (et en particulier le surplus du Vietnam) semblent également prêts à jouer sur les deux tableaux, et avoir noué des contacts avec le Polisario de façon à ne pas être écartés en cas de victoire de ce dernier.

.../...

Reste un allié fidèle pour le Maroc : l'Afrique du Sud, dont le Polisario s'apprête à dénoncer les livraisons de chars (constatées à Ouarkziz) devant l'OUA. Mais cet ami gênant risque fort de nuire au roi davantage qu'il ne l'aide, en contribuant à son isolement.

Sur le plan diplomatique, le Polisario a marqué récemment des points importants : après l'Iran, la Suède, la Belgique, la Hollande, l'Espagne et la Finlande s'apprêtent à le reconnaître.

- Vers la constitution d'un nouvel Etat.

Cet échec des troupes marocaines face aux nationalistes sahraouis ne peut que réjouir les révolutionnaires qui défendent le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il ne faut cependant pas se cacher que la République Arabe Sahraouie, qui vient de fêter son 4ème anniversaire presque en même temps que sa victoire à Ouarkziz n'a rien à voir avec les intérêts de la population laborieuse de cette région.

L'appareil d'Etat dont les structures ont déjà été mises en place par les nationalistes - et qui sera peut-être bientôt un véritable appareil d'Etat -, ne pourra être qu'un appareil d'oppression au service d'une petite bourgeoisie qui cherche sa place au soleil. Comme le constate le journal "Afrique-Asie", "L'Etat sahraoui s'édifie et se structure dans des conditions qui forcent l'admiration des étrangers les moins suspects de sympathie inconditionnelle pour le Polisario". C'est cette admiration qui devrait être suspecte à ceux qui nourrissent des illusions sur la nature du Polisario : au-delà des difficultés de la construction d'un Etat dans le cadre d'une telle guerre, cette admiration des bourgeois "étrangers" s'explique tout simplement parce qu'ils constatent qu'ils ont affaire à la mise en place rassurante d'un Etat bourgeois qui assurera l'ordre dans la région.

Le massacre de Ouarkziz - où, non seulement des mercenaires de carrière, mais aussi sans doute des centaines de paysans pauvres et de chômeurs des bidonvilles de Casablanca enrôlés pour ne pas crever de faim -, marque donc une étape vers la création d'un nouvel Etat bourgeois dans la région, mais pas vers la véritable libération du peuple sahraoui. Il reste que cette défaite, en portant un coup au roi du Maroc, favorisera peut-être la lutte de la classe ouvrière marocaine contre la dictature, une classe qui a déjà maintes fois prouvé sa combativité et a plus de possibilités que les populations déshéritées du Sahara de s'organiser pour faire valoir ses intérêts.

Seule la classe ouvrière, en prenant la tête des autres couches exploitées et opprimées, peut en effet changer véritablement la situation, et en s'unissant aux autres fractions du prolétariat mondial mettre fin, non seulement à l'impasse nationale, mais à l'exploitation capitaliste.

Conférence internationale :

Le parti et l'intervention des révolutionnaires

Notre groupe a accepté de participer à un cycle de rencontres entre groupes révolutionnaires, à l'initiative duquel est le PCI (Battaglia Comunista d'Italie) et auquel participe le NCI (Italie), Il Leninista (Italie), le CCI et d'autres groupes.

A l'ordre du jour de la prochaine conférence, il y a 2 points : l'un est relatif aux tâches des révolutionnaires aujourd'hui, aux problèmes de l'organisation et de l'intervention ; l'autre aux perspectives de la crise. Nous publions dans T.I.L. la première partie d'un texte sur le parti et l'intervention des révolutionnaires. Le reste paraîtra ultérieurement.

Notre groupe se revendique de la conception léniniste du parti d'avant-garde, ce qui ne signifie pas pour autant que nous considérons chaque ligne écrite par Lénine sur cette question comme sacrée et tabou.

La nécessité d'un tel parti d'avant-garde a, à notre avis, été amplement démontrée par l'histoire du mouvement ouvrier. Le seul cas historique où le prolétariat a réussi à instaurer sa dictature, - même si celle-ci n'a duré qu'une brève période -, est la révolution russe de 1917 et le parti bolchévik a joué un rôle irremplaçable dans cette victoire. Inversement, dans plusieurs autres situations (Allemagne, Espagne), un parti révolutionnaire capable de donner une orientation claire à la classe ouvrière a fait cruellement défaut.

Contrairement aux révolutions bourgeoises qui l'ont précédé, la révolution prolétarienne doit être une révolution consciente de ses buts. Mais le prolétariat est hétérogène : tous les ouvriers ne peuvent atteindre le même niveau de conscience. Cette hétérogénéité ne disparaîtra qu'avec les classes sociales, bien après la révolution. Ce n'est donc que dans l'avant-garde ouvrière que cette conscience peut pleinement se cristalliser. C'est cette avant-garde qui doit s'organiser en parti centralisé et discipliné (conformément au principe du centralisme démocratique, pour conduire la lutte de l'ensemble de la classe, l'aider à déjouer les pièges de la bourgeoisie et de ses agents, et cela à l'échelle internationale bien entendu.

- CONSCIENCE DE CLASSE.

Le parti révolutionnaire n'est donc pas pour nous une entité extérieure à la classe ouvrière, mais sa fraction la plus consciente. Il ne nous semble pas juste de considérer que cette conscience de classe est "importée de l'extérieur" selon la formule célèbre de Kautsky ; cela signifierait que le prolétariat doit s'en remettre à d'autres classes ou

.../...

couches pour obtenir son émancipation. (A notre avis, la théorie et la pratique de Lénine et des bolchéviks ne peuvent être réduites à cette formulation reprise dans "Que faire ?", mais nous ne développerons pas cette question ici.) La conscience de classe - dans le sens d'une compréhension théorique de la société - n'apparaît néanmoins pas spontanément dans le cadre de l'usine, les prolétaires n'ayant pas accès aux connaissances minima pour cela.

Mais cette conscience théorique n'est pas non plus le simple produit de la réflexion théorique de "spécialistes" ; elle est en fait le produit de la lutte et de l'expérience de la classe ouvrière, le rôle des individus qui la formulent étant avant tout de synthétiser cette expérience. Ces individus n'appartiennent pas non plus à la classe bourgeoise proprement dite (propriétaires ou dirigeants des moyens de production) et la formulation des camarades de Battaglia Comunista selon laquelle on peut considérer que ces individus se placent "subjectivement" dans le prolétariat nous semble acceptable.

Dans certains cas, des individus ou de toutes petites minorités appartenant directement au prolétariat peuvent parvenir par eux-mêmes à cette conscience, mais l'expérience semble indiquer que c'est exceptionnel. Quoiqu'il en soit, le rôle de la minorité qui parvient à cette conscience théorique est d'aider l'avant-garde ouvrière qui se dégage dans les luttes à se l'approprier, car l'expérience montre que de larges fractions ouvrières ne parviennent pas à s'en emparer spontanément.

- PARTI ET CLASSE.

Si le parti d'avant-garde doit regrouper les éléments les plus conscients de la classe ouvrière, il ne peut pas pour autant se substituer à l'ensemble de la classe pour transformer les rapports sociaux. Il faut donc envisager distinctement l'avant-garde de la classe

organisée sous la forme d'un parti, et les organes de pouvoir de la classe regroupant l'ensemble de la classe ouvrière dont de nombreuses expériences historiques nous ont montré la forme : soviets, conseils d'usines, etc.

Même si des contradictions peuvent apparaître entre l'avant-garde de la classe ouvrière et certaines fractions de travailleurs, et par conséquent se traduire par des oppositions au sein des conseils, le rôle de ceux-ci n'est pas fondamentalement contradictoire avec celui du parti. L'initiative, le contrôle ouvrier les plus larges, l'éligibilité et la révocabilité permanente des délégués des conseils ne sont pas non plus contradictoires avec la fonction dirigeante du parti dans la mesure où cette fonction n'est pas comprise comme revenant de droit mais devant être gagnée par la démonstration d'une orientation politique juste et conforme aux intérêts du prolétariat. Cette fonction dirigeante ne signifie pas non plus que tous les dirigeants doivent être membres du parti : le prolétariat peut sélectionner dans une période révolutionnaire des éléments qui jusque-là n'avaient pas rejoint l'avant-garde, mais se sont affirmés dans la lutte.

Nous ne pensons pas que les rapports entre parti et conseils puissent être codifiés et qu'il puisse exister des recettes permettant d'éviter à coup sûr les pièges opposés du substitutisme et du démocratisme.

.../....

Ce qui est certain à notre avis, c'est que le parti doit refuser toute manœuvre manipulatrice et tout faire pour aider les conseils à se maintenir comme organismes vivants, susciter la plus large initiative ouvrière.

- NI SUBSTITUTISME, NI CONSEILLISME HONTEUX.

Nous rejetons donc les positions des "conseillistes" qui nient la nécessité du parti, comme celles des groupes qui en ont une conception tout à fait caricaturale et assimilent la dictature du parti à celle de la classe.

En ce qui concerne certains de ces derniers, nous rejetons aussi la conception monolithique du parti détenteur de la "science marxiste" depuis des décennies comme tout à fait contraire à l'expérience du parti bolchévik qui était un parti vivant, traversé de courants et de discussions permanentes et qui, loin de posséder l'intégralité de la "théorie marxiste", a été amené à dépasser certaines conceptions erronées (par exemple sur la nature du gouvernement et du pouvoir qui naîtrait de la révolution russe) et à intégrer dans ses conceptions des phénomènes nouveaux (par exemple les soviets).

Si nous tenons à nous démarquer de l'interprétation des conceptions léninistes du parti par les substitutistes, nous ne sommes pas pour autant d'accord avec les positions du CCI. Cette dernière tendance est à notre avis marquée par un conseilisme honteux ; si elle reconnaît la nécessité d'un parti, elle semble vouloir lui refuser tout rôle dirigeant pour en faire une sorte de conseiller théorique du prolétariat. Ainsi en arrive-t-elle fort logiquement dans certains de ses textes sur l'intervention à séparer le militant ouvrier, d'un côté en tant que communiste, de l'autre en tant qu'ouvrier.

Les positions semi-conseillistes du CCI ont amené cette tendance également à se refuser pendant très longtemps à toute activité en direction de la classe ouvrière (refus justifié selon le CCI par la période) et aujourd'hui à repousser comme "usinite" toute intervention suivie dans les entreprises.

- NECESSITE DE L'INTERVENTION.

En même temps qu'à affirmer nos propres conceptions du parti, nous tenons à affirmer la nécessité pour les révolutionnaires de maintenir une activité régulière au sein de la classe ouvrière - si limitée puisse être cette activité dans une période de recul -, aucun argument théorique ne pouvant justifier à notre avis l'abandon de ce terrain. Une telle activité est en effet indispensable pour que la théorie soit liée à la pratique, et qu'un groupe soit véritablement révolutionnaire, et non un cénacle de théoriciens en chambre. Sans la volonté de mener cette activité, la discussion sur le parti n'est qu'un vain bavardage.

(Suite prochain numéro).

ALGERIE

Contre le salaire au rendement !

A la fin du mois de février, un décret liant les salaires au niveau de la production a été rendu public. Il concerne seulement les travailleurs des entreprises où est appliquée la "Gestion Socialiste des Entreprises", c'est-à-dire une partie des sociétés nationales, et théoriquement toutes avant 1981. Seuls les travailleurs des "entreprises économiques" (secteur productif et probablement secteur commercial) sont concernés par ces mesures. Quelles sont-elles ?

Quels sont les objectifs de la bourgeoisie ?

- La part consacrée aux salaires dans le budget de fonctionnement de l'entreprise sera déterminée pour chaque exercice en liaison directe avec l'évolution de la production en référence à l'exercice précédent (El Moudjahid du 28-02-80). Concrètement cela signifie que si la production est en augmentation chaque année à cause de la croissance de la productivité des travailleurs, la masse salariale n'augmentera pas en proportion d'une année à l'autre. Tout simplement parce que si un objectif de production est atteint sans difficulté, les patrons exigeront une production encore plus grande pour que chaque travailleur ait un salaire équivalent à son salaire précédent.

Par contre, s'il y a baisse de la production, par suite d'absentéisme important ou tout simplement à la suite de grèves, la masse salariale est réduite et le salaire de chaque ouvrier est amputé. Il faut aussi compter qu'il existe bien d'autres causes de baisse de la production indépendantes des travailleurs : incapacité des bureaucrates gestionnaires, irrégularité de l'approvisionnement, etc. On tentera donc de faire supporter aux ouvriers les aléas de la production capitaliste.

- Un objectif de production est fixé mensuellement dans le cadre du plan annuel de l'entreprise. Si l'objectif est réalisé à 100 % une prime de rendement collectif de 20 % du salaire de base est attribuée. S'il est réalisé à 120 % la prime est de 30 %. Par contre s'il n'est réalisé qu'à 80 % la prime disparaît; et si c'est seulement 60 %, les travailleurs sont collectivement pénalisés et leur salaire de base est amputé de 5 % !!

La fonction de la prime de rendement collectif est généralement d'introduire des désaccords entre travailleurs. Comme le gain dépend du travail de tous les membres de l'équipe de production, chacun des ouvriers a tendance à rendre son camarade responsable de sa baisse de salaire, alors que c'est le patron et son système qui en sont les véritables responsables - et bénéficiaires. Ce système de rétribution peut conduire les travailleurs, s'ils ne sont pas suffisamment conscients, à se surveiller les uns les autres, à devenir chacun un contremaître bénévole pour l'autre au profit des employeurs.

.../...

La pénalisation du travailleur est, quant à elle, un moyen de le surexploiter. L'objectif mensuel de production peut être élevé à chaque fois, il faudra donc à chaque fois aussi travailler plus et plus vite pour ne pas être pénalisé !

- Une prime de rendement individuel fixée à 10 % est prévue. A notre connaissance les conditions de son attribution n'ont pas encore été précisées publiquement. On peut en tout cas dire que sa fonction est de favoriser le "chacun-pour-soi" dans l'entreprise, d'inciter à la compétition, et aussi de créer de nombreuses différences de salaire. Le résultat est, sinon la baisse de la combativité, du moins l'affaiblissement de l'ensemble des travailleurs qui n'ont plus les mêmes intérêts immédiats et les mêmes revendications immédiates.

Le gouvernement et ses journaux tentent évidemment de faire croire que les travailleurs sont prémunis contre les augmentations "abusives" des normes de production, etc., d'une part parce que les difficultés matérielles qui entravent la réalisation du programme seront théoriquement prises en compte, d'autre part et surtout parce que, selon le pouvoir, "ces objectifs (de production) sont fixés par l'organisme employeur avec la participation des représentants des travailleurs" (El Moudjahid).

Quand on sait que ces soi-disant représentants des travailleurs ne sont autres que les bureaucrates qui siègent aux côtés des patrons (et au fond en tant que patrons) pour décider des plans de production, des mesures que prend la commission de discipline (la commission qui fonctionne le mieux selon les aveux même du gouvernement), on comprend quelle est la valeur de ces accords "consentis" par les travailleurs !!

La bourgeoisie veut accroître l'exploitation des travailleurs

Par ce système de rétribution, la bourgeoisie veut diminuer les frais de main d'oeuvre qu'elle supporte, lorsque par exemple la production baisse. La production est en effet inégale d'une année à l'autre alors que les salaires, même s'ils se déprécient à cause de l'inflation, restent à peu près constants en quantité monétaire. Désormais une production en diminution entraînerait la diminution des salaires.

La bourgeoisie vise aussi à augmenter la production sur le dos des travailleurs. En augmentant leur productivité elle en tire plus de profits. Cela s'inscrit dans le cadre de la propagande pour la "bataille de la production".

Il se peut enfin que ce système de rétribution vise à faire disparaître de fait le SMIG. Cela représenterait une attaque très importante contre le niveau de vie des travailleurs, qui nécessiterait une riposte décisive de la classe ouvrière.

Une attaque encore plus grave contre la classe ouvrière

Selon le gouvernement, ce décret est une mesure transitoire en attendant que le "Statut Général du Travail" soit appliqué en 1981. Ce "statut" prévoyait déjà que le salaire serait lié au rendement individuel de l'ouvrier, que les allocations familiales seraient supprimées, ainsi que les primes de panier. La prime de pénalité qui était prévue dans ce "statut" était individuelle.

Le décret que vient de promulguer le gouvernement apparaît donc comme plus dangereux que le "statut" en ce qui concerne la liaison du salaire à la production. Ceci pour deux raisons : a) la prime de pénalité est collective avec toutes les divisions qu'elle peut introduire dans les rangs ouvriers ; b) le salaire de base lui-même peut fluctuer, alors qu'auparavant on prévoyait un salaire de "poste" fixe.

.../...

L'application de ce décret aux travailleurs des entreprises de production est donc une attaque frontale contre le prolétariat d'une part, même si le gouvernement se laisse une porte de sortie en déclarant que ce décret est provisoire ; c'est aussi d'autre part un test du pouvoir qui s'apprêterait à le généraliser à tous les travailleurs s'il n'y a pas de riposte.

Il faut donc que les travailleurs s'opposent à toute tentative de lier leur salaire au volume de la production ou au niveau de la productivité.

CONTRE LE SALAIRE AU RENDÉMENT !
POUR UN SALAIRE FIXE !

*Arabisée ou non, l'exploitation
c'est toujours l'exploitation !*

Après s'être déclenché à Alger, un mouvement de grève des étudiants arabisants s'est généralisé aux principales universités du pays. Les étudiants revendiquaient des débouchés pour les diplômés arabophones, l'arabisation totale de l'enseignement et de l'administration. Au début, le gouvernement a eu une attitude conciliante ; le ministre de l'Éducation déclarait : "Nous comprenons vos problèmes, vous ne trouvez pas de débouchés après vos études, vous manquez d'enseignants... Mais il faut du temps pour résoudre des questions aussi graves, etc.".

Mais devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement changea progressivement de ton. La presse officielle, relayée sur le terrain par l'UNJA (Union Nationale de la Jeunesse Algérienne) animée par les stalinien du PAPS, se mit à les traiter d'"agents de l'étranger", de "tenants de la réaction". Chadli, dans un discours officiel, menaça de faire appel aux flics pour mettre fin à la grève. Mais ce qui fut le plus efficace pour calmer les étudiants, ce fut sans doute la promesse faite par le régime d'arabiser sous peu l'administration et l'enseignement conformément

.../...

à la Charte Nationale ! et depuis, il ne cesse de proclamer son attachement aux valeurs "arabo-islamiques".

- Il ne s'agit pas d'un problème de culture.

Il est certain que la grève des étudiants arabisants a un caractère corporatiste petit-bourgeois et réactionnaire, car non seulement ils réclament des places de privilégiés en rapport avec leurs études (juristes, économistes, etc.), mais en plus il semblerait qu'ils soient pour la promotion de la religion...

La bourgeoisie, en faisant campagne pour l'arabisation et la promotion des valeurs "arabo-islamiques", visait à couper l'herbe sous le pied des étudiants et à désamorcer leur mouvement de contestation. Mais il n'y a pas que cela. L'arabisme qu'essaie de promouvoir le gouvernement n'a en somme qu'accessoirement pour objectif de militer pour la culture, la langue arabe. Ce qui intéresse avant tout nos exploiters, c'est en ressassant des phrases creuses du genre : " nous sommes tous et avant tout des arabes", nous faire croire que tous les arabes, tous les Algériens ont les mêmes intérêts, qu'il n'y a pas de classes sociales aux intérêts radicalement opposés, et par conséquent, nier aux travailleurs tout rôle politique autonome.

- La religion est "l'opium du peuple".

L'arabisme que la bourgeoisie nous assène pour nous mystifier, s'accompagne inévitablement de toute une propagande en faveur de la religion, de l'islam. "C'est dans un islam militant, austère, mu par le sens de la justice et de l'égalité, que le peuple algérien s'est retransché aux pires heures de la domination coloniale et qu'il a puisé son énergie morale, cette spiritualité qui l'ont préservé du désespoir, et lui ont permis de vaincre.", peut-on lire dans la Charte Nationale p 21.

La bourgeoisie n'a pas oublié l'usage qu'elle a su faire de la religion pour mobiliser les masses laborieuses derrière elle lors de la lutte de libération nationale. Elle avait alors joué (entre autres) sur le fait que des mœurs et une langue étrangères étaient imposés à la population, pour développer le nationalisme au sein des masses laborieuses. Lors de la guerre de libération, la classe ouvrière, comme l'ensemble des couches défavorisées, n'avaient eu aucun rôle politique autonome face aux nationalistes bourgeois.

Aujourd'hui, comme par le passé, la bourgeoisie se sert de la religion comme d'un ciment idéologique pour réaliser un consensus social. Elle s'en sert aussi comme justification idéologique des inégalités sociales, de la propriété privée, de l'exploitation de la femme, etc., enfin de tous les aspects de la société bourgeoise. L'Islam "austère" que prêche démagogiquement la Charte n'est austère que pour les masses; les bourgeois quant à eux...

Quelle que soit sa nationalité, la langue qu'il utilise, quelle que soit sa religion, un patron est un patron, et si nous, travailleurs, voulons nous affranchir de l'esclavage salarié, il est important que nous le sachions.

Non à l'oppression culturelle !

Le 10 mars à Tizi Ouzou, une conférence sur la culture berbère qui avait été appelée par un comité d'étudiants et devait accueillir Mouloud Mammeri, écrivain algérien renommé, a été interdite. La préfecture de police (Wilaya), sous prétexte de risque de trouble de l'ordre public, a retenu quelques heures l'écrivain afin d'empêcher que la réunion ne se tienne.

Les étudiants ont riposté en manifestant à environ 1700 le lendemain devant la Wilaya, le siège local du parti, pendant plusieurs heures. L'oppression culturelle en Algérie est totale. Il est par exemple interdit d'enseigner la langue berbère; la Tamahak, langue des Touaregs, et proche du berbère, est aussi de fait interdite. A Tamanrasset, les papiers administratifs, et même les prix et les appellations des produits en vente dans les entreprises nationales, sont écrits en arabe et en français, et non en Tamahak alors que la majorité des Touaregs ne parlent ni ne lisent l'arabe, ni encore moins le français !

En Algérie, si la majorité de la population est arabophone, une importante minorité est berbérophone. Les révolutionnaires sont solidaires des aspirations des populations qui veulent préserver leur culture, parler leur langue, et la transmettre à leurs enfants.

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec ceux qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le capital, - ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, stalinien, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

(Le Manifeste Communiste").